

La colonisation française en Tunisie et la colonisation anglaise en Egypte jusqu'à la Première Guerre mondiale : un essai de comparaison

メタデータ	言語: fra 出版者: 公開日: 2017-10-03 キーワード (Ja): キーワード (En): 作成者: メールアドレス: 所属:
URL	http://hdl.handle.net/2297/18205

La colonisation française en Tunisie et la colonisation anglaise en Egypte jusqu'à la Première Guerre mondiale : un essai de comparaison

Masahiro Kashima

1. Introduction
 2. L'arrière-plan historique
 3. Le processus d'occupation
 4. Les modes de domination
 - Protectorat avec ou sans traité
 - L'évolution politique
 - L'évolution économique
 5. Conclusions provisoires
- Notes
- Ouvrages de référence

1. Introduction

En 1881, la France occupa la Tunisie, et en fit un protectorat deux ans plus tard. L'année suivante, l'Angleterre occupa l'Egypte, mais elle n'en fit un protectorat qu'en 1914. Pourquoi les deux pays européens occupèrent les deux pays nord-africains, si ce n'était pas pour en faire leurs colonies? Les deux cas sont-ils reliés l'un et l'autre? Ce sont des questions dignes d'être posées, pour comprendre la nature de l'impérialisme, particulièrement parce que l'occupation de l'Egypte par l'Angleterre déclencha parmi les puissances européennes la concurrence pour des territoires d'outre-mer, ouvrant ainsi l'ère de l'impérialisme et du colonialisme. C'est non seulement le mobile de l'occupation militaire, mais son résultat qui est, bien entendu, très important du point de vue de l'histoire économique des pays colonisés.

Selon le marxisme interprété par V. I. Lénine et de ses partisans, la colonisation des pays de l'Asie et de l'Afrique par les pays impérialistes fut faite en vue de débouchés réservés pour leurs capitaux et leurs produits industriels. Mais les analyses soigneuses de la politique expansionniste de l'Angleterre et de la France à partir des années 1880 conduites par H. Brunschwig (1960), R. Robinson et J. Gallagher (1961), D. Gifford et W. R. Louis (1971), et W. Baumgart (1982) montrent clairement que le mobile économique fut plutôt un prétexte, le mobile réel étant d'ordre stratégique et reposant sur la concurrence nationaliste. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

Pour certains néo-marxistes, ou les théoriciens de la dépendance économique comme A. G. Frank (1978) et S. Amin (1970), le cadre politique de la colonisation n'est pas si important. L'important, c'est que les pays du tiers monde étaient, et sont encore, intégrés dans le capitalisme mondial. C'est dire qu'à ces pays est imposé un "développement de sous-développement," soit la spécialisation dans une certaine monoculture. Des spécialistes non-marxistes de la colonisation ne nient pas que les pays colonisés ont développé une économie double avec quelques secteurs sur-développés et les autres stagnants ou supprimés. Mais ils nient que ces pays furent sur-exploités par les colonisateurs et que leur industrialisation eût été possible sans colonisation. Ainsi, R. von Albertini (1982) et D. K. Fieldhouse (1982) ont-ils tendance à penser que la cause du sous-développement du tiers monde n'est pas le changement imposé par les colonisateurs, mais plutôt l'insuffisance d'un tel changement. Lesquels parmi ces théoriciens ont raison? Nous allons chercher une réponse, en étudiant les cas de la Tunisie et de l'Égypte, mais seulement jusqu'à la Première Guerre mondiale, faute d'espace et de temps⁽¹⁾.

2. L'arrière-plan historique

Il est d'abord utile de comparer le développement historique des deux

futures colonies jusqu'à leur occupation par les puissances européennes. Les deux pays étaient des possessions de la Turquie Ottomane depuis le 16^e siècle, gouvernées par des mamelouks. Mais ces mamelouks-gouverneurs jouissaient d'une quasi-indépendance vis-à-vis du Sultan. A la fin du 18^e siècle, l'Égypte fut occupée par les Français, en fait le corps expéditionnaire de Napoléon, ensuite chassé par les Anglais. Dans la confusion après la retraite britannique, un officier turc d'origine albanaise, Muhammad Ali, gagna le pouvoir en 1805 et centralisa le gouvernement. Impressionné par la puissance militaire des pays européens, il voulut former une armée égyptienne puissante à l'image des armées européennes, et entama une modernisation (une européanisation) de l'Égypte en introduisant des écoles et des usines suivant surtout le modèle français.

Dans le Maghreb, l'Algérie fut occupée par la France en 1830-34, et la Libye fut réoccupée par la Turquie en 1835. La Tunisie, cependant, chercha la protection de la France pour éviter une nouvelle occupation par la Turquie. Pendant le règne d'Ahmad Bey (1837-55), la Tunisie introduit des éléments européens, surtout français, en suivant l'exemple de l'Égypte. En Égypte, malgré l'échec de l'industrialisation manufacturière, Muhammad Ali réussit à organiser une armée moderne, en recrutant de nombreux paysans (outre les mamelouks et les esclaves noirs) et en profitant d'une agriculture développée déjà en voie de commercialisation. Avec cette armée, il put conquérir la Syrie, la péninsule arabe, et le Soudan ; l'Égypte aurait pu gagner son indépendance totale vis-à-vis de la Turquie, sans l'intervention militaire de l'Angleterre et de la France, qui souhaitaient le maintien du statu-quo en Orient. A l'opposé, en Tunisie, le déficit budgétaire ne permit pas le maintien d'une armée puissante.

Après les décès de Muhammad Ali et Ahmad Bey en Égypte et en Tunisie (1849 et 1855 respectivement), leur politique d'européanisation fut,

malgré quelques reculs, poursuivie par leurs successeurs. Pourtant, devant l'échec de l'industrialisation, ils recoururent aux emprunts européens, surtout français et anglais. Quelques investissements furent productifs, comme la construction du canal de Suez, mais la plupart des crédits furent gaspillés par Khédive Ismaïl en Egypte et les beys Tunisiens et leur entourage. Enfin, suite à de mauvaises récoltes en Tunisie et à la chute du prix du coton, principal produit d'exportation de l'Egypte, les deux pays firent faillite et durent accepter le contrôle financier des pays européens, surtout la France et l'Angleterre, au cours des années 1860 et 1870. La France chercha à pousser la Tunisie dans sa sphère d'influence parce qu'elle était voisine de son territoire algérien. Mais l'Angleterre et l'Italie (principal fournisseur des immigrés européens en Tunisie) s'y opposèrent. L'Angleterre était le partenaire commercial principal de l'Egypte, et le canal de Suez avait pour elle une immense valeur stratégique car il constituait une route rapide vers l'Inde. En dépit de ce fait, elle se contentait d'une suzeraineté turque sur l'Egypte.

En l'occasion de la conférence des puissances européennes de 1878 à Berlin, l'Allemagne, qui avait vaincu la France dans la guerre de 1870, voulut consolider l'ordre européen en servant de médiateur dans les conflits d'intérêt concernant les territoires turcs. Alors, l'Allemagne pensa laisser la Tunisie à la France en compensation de l'Alsace-Lorraine, et l'Egypte à l'Angleterre en contrepartie. La France accepta la Tunisie, mais l'Angleterre hésita à occuper l'Egypte et choisit plutôt Chypre comme point stratégique militaire. Les intérêts de l'Italie ne furent pas pris en compte, parce que ce pays était encore faible intérieurement et extérieurement. La France n'avait pas, elle non plus, un gouvernement assez solide et elle ne put occuper la Tunisie qu'en 1881. Puis l'Angleterre fut contrainte, pour faire face à un mouvement militaire nationaliste en Egypte, d'occuper ce pays l'année suivante.

3. Le processus d'occupation

〈En Tunisie〉

Pour approfondir l'analyse de l'occupation de la Tunisie et de l'Egypte, il faut se pencher sur les intentions de la France et de l'Angleterre. Selon les ouvrages de Brunchwig et Baumgart déjà cités, ainsi que ceux de J. Ganiage (1968) et celui de P. H. Benjamin (1891), au moment de la conférence de Berlin, la "question orientale," à savoir l'intégrité de l'Empire Ottoman et la répartition éventuelle des territoires ottomans d'Afrique du nord entre les puissances européennes, devint un élément indispensable dans la politique de "l'équilibre de puissance." Lors de cette conférence, la France reçut carte blanche en Tunisie, moyennant son accord à l'occupation de Chypre par l'Angleterre, mais elle ne s'engagea pas tout de suite. Parce que, comme le dit Ganiage,

"L'opinion était plutôt hostile aux expéditions coloniales. C'était un fait bien établi que les colonies coûtaient cher, à administrer comme à conquérir. L'expédition du Mexique avait laissé de fâcheux souvenirs. L'exemple algérien montrait que la pacification demeurait incertaine, que périodiquement il fallait y mener campagne, organiser ces expéditions auxquelles poussaient des militaires en mal d'avancement. On ne voyait alors aucune raison économique pour reprendre outre mer l'expansion menée sous le second Empire."⁽²⁾

Pourtant, le mouvement colonialiste avait commencé à se manifester en France vers 1875 et il inspira la pensée de Jules Ferry, premier ministre en 1881. Pendant que la France hésitait à agir après la conférence de Berlin, l'Italie essaya d'élargir son influence en Tunisie, et l'Angleterre, après un changement de gouvernement de 1880, modifia son attitude envers la France. Ainsi, le gouvernement français finit par envoyer un corps expéditionnaire en Tunisie, en saisissant comme prétexte l'incurSION dans le territoire algérien d'une tribu tunisienne. Cette opération militaire ayant "réussi," la France put imposer un traité au bey de Tunis,

selon lequel "cette occupation cessera lorsque les autorités militaires françaises et tunisiennes auront reconnu, d'un commun accord, que l'administration locale est en état de garantir le maintien de l'ordre." (Art. 2 du traité du Bardo)

La Chambre française ratifa le traité à l'unanimité, mais une insurrection dans le sud de la Tunisie nécessita une nouvelle campagne militaire, qui entraîna l'échec de Ferry aux élections parlementaires et sa démission. Les premiers ministres suivants, Gambetta et Freycinet, furent également contraints de démissionner suite à la crise en Egypte, comme nous allons le voir tout de suite. Ferry redevint alors premier ministre et fit de la Tunisie un protectorat français par la convention de la Marsa de 1883.

Pourquoi la France, ou plutôt Ferry, voulut-il prendre la Tunisie? Selon son discours au Parlement de 1885, ainsi que ses préfaces à quelques livres, c'était tout d'abord pour retrouver les responsabilités d'une grande puissance. "La politique de recueillement ou d'abstention" dans laquelle la France s'enfermait depuis 1872 était considérée comme "le grand chemin de la décadence."⁽³⁾ Il y ajoute la nécessité d'assurer des points d'appui et les bases de ravitaillement pour les escadres françaises. Il cite également des raisons économiques, à savoir chercher de nouveaux débouchés pour les produits et capitaux français. Mais pour les partis d'opposition, détourner une partie des forces de la France au delà des mers, c'était affaiblir le pays alors que la menace allemande n'était pas complètement écartée. De plus le commerce extérieur de la France était alors florissant, une politique protectionniste ne devant être adoptée qu'à partir de 1892. Donc, les arguments de Ferry n'étaient pas très convaincants, et il était forcé d'agir en dehors du contrôle parlementaire, c'est-à-dire d'utiliser les périodes de vacance avant de mettre les députés devant le fait accompli.

〈En Egypte〉

De bout en bout, dans le cas de l'occupation de la Tunisie, le gouvernement français se montra impérialiste, mais il fut contraint de faire de la Tunisie un simple protectorat pour éviter les grands frais que nécessiterait probablement son annexion, et par la suite pour éviter l'opposition parlementaire. Mais dans le cas de l'occupation de l'Egypte, le gouvernement britannique ne souhaitait pas du tout l'occuper, ni y établir un protectorat. Selon les ouvrages de Robinson et Gallagher et de Baumgart déjà cités, ainsi que celui de J. Marlowe (1965), le parti libéral, qui avait critiqué la politique impérialiste du gouvernement conservateur, surtout en Afrique du Sud, forma un gouvernement mené par W. Gladstone en 1880. Il avait également critiqué la conférence de Berlin, mais son gouvernement ne fit pas reculer l'armée britannique à Chypre et accepta finalement l'occupation de la Tunisie par la France, parce qu'il partageait la crainte d'une expansion russe vers la Méditerranée et aussi parce qu'il était convaincu de la nécessité d'une entente avec la France.

Après la construction du canal de Suez, le gouvernement britannique fit reposer la sécurité de l'Empire, y compris l'Inde, sur sa puissance navale, sur le concert européen, surtout l'entente avec la France, et sur sa parité d'influence en Turquie et en Egypte indépendantes. Mais le gouvernement libéral détestait le régime oppressif de la Turquie, et par la suite l'influence britannique sur le Sultan fut supplantée par celle de l'Allemagne. En 1881, le concert européen était en train de se défaire, parce que l'Allemagne avait conclu une alliance avec la Russie. Ensuite, la parité en Egypte fut menacée lorsque l'armée et l'aristocratie égyptiennes se rebellèrent contre le Khédive et sa politique dictée par les contrôleurs financiers européens. Le gouvernement français de Gambetta voulut envoyer une expédition franco-britannique, mais l'Angleterre s'y opposa et proposa de son côté une expédition turque sous contrôle européen. La France refusa toute intervention turque et offrit l'envoi d'

une note commune aux Egyptiens pour les intimider. L'Angleterre accepta, souhaitant le maintien de l'entente avec la France et croyant à l'effet positif d'une telle note. En réalité, cette note intimidante aggrava la situation, car elle stimula le nationalisme égyptien. Le gouvernement égyptien modéré fut remplacé par un autre, plus militant, qui voulut limiter le contrôle financier européen.

En France, Gambetta, trop agressif, perdit son soutien au Parlement et fut remplacé par Freycinet. Mais le gouvernement Freycinet à son tour refusa d'apaiser les Egyptiens par quelques concessions. Alors, l'Angleterre fut contrainte de proposer l'envoi d'une flotte anglo-française pour intimider, non pour attaquer, les Egyptiens, l'éventualité d'une intervention étant réservée à l'armée turque. Freycinet accepta et envoya la flotte, mais devant l'opposition du Parlement, il refusa finalement l'intervention turque. Sans participation turque, l'intimidation armée anglo-française ne suscita qu'une émeute contre les Européens d'Alexandrie, qui fit quelques dizaines de victimes. Les deux pays convoquèrent une conférence européenne sur la crise égyptienne à Constantinople, mais la Turquie, sous l'influence allemande, refusa d'y assister.

L'Angleterre s'inquiéta alors de la sécurité du canal de Suez, mais la France refusa de faire une action. L'armée égyptienne commençait à fortifier Alexandrie, ce qui constituait une menace pour la flotte anglo-française. L'Angleterre proposa d'envoyer un ultimatum aux Egyptiens demandant l'arrêt des fortifications, mais la France refusa de nouveaux, et bientôt, retira sa flotte. Le gouvernement britannique soupçonnait le gouvernement français de vouloir conclure un agrément secret avec les Egyptiens. Ceux-ci repoussèrent l'ultimatum britannique, et la flotte anglaise bombardra Alexandrie, ce qui provoqua des émeutes anti-européennes dans d'autres villes d'Egypte.

Du moment où la sécurité des Européens et du canal de Suez furent en danger réel, Freycinet consentit à défendre le canal avec l'Angleterre.

L'Angleterre et la France demandèrent à la Turquie l'envoi d'une expédition en Égypte. La Turquie hésitant encore, les deux pays firent part à la conférence européenne de Constantinople de leur intention d'envoyer une expédition à Suez. L'Angleterre convia également la France et l'Italie à une opération militaire commune de pacification de l'Égypte, offre que les deux pays déclinèrent. Le gouvernement britannique réussit à obtenir la sanction de son Parlement sur cette opération, en le présentant comme une lutte contre la tyrannie militaire égyptienne et comme une occupation temporaire. Le gouvernement français, cependant, ne réussit pas à persuader son Parlement qui considérait l'Égypte de peu d'importance pour l'intérêt national. Ainsi Freycinet démissionna-t-il et l'Angleterre fut-elle contrainte d'attaquer l'Égypte seule.

Donc, si l'on résume le processus, l'Angleterre d'abord voulut laisser l'Égypte tranquille, mais la France refusa le compromis avec les nationalistes égyptiens. Ensuite, l'Angleterre souhaita une expédition militaire turque, ce que la France refusa également; la politique d'intimidation proposée par la France et acceptée par l'Angleterre provoqua des émeutes anti-européennes en Égypte. Enfin, la sécurité des Européens et du canal de Suez se trouvant en danger réel, l'Angleterre se résigna à une opération militaire anglo-française, mais le Parlement français refusa que son gouvernement y participe. Ainsi peut-on dire que c'est la France qui, dans le fait, contraignit l'Angleterre à occuper l'Égypte. L'Angleterre n'avait aucune intention de faire de l'Égypte un protectorat, ni a fortiori de l'annexer. Cela n'empêche pas, cependant, de voir dans l'Angleterre une puissance impérialiste, ceci parce qu'elle voulait maintenir la sécurité du libre commerce avec l'Inde et l'Asie de l'Est au moyen de sa puissance navale. Le mouvement nationaliste égyptien prouva d'ailleurs que la puissance navale seule n'était pas suffisante pour sauvegarder la sécurité du canal de Suez.

Ayant vaincu l'Égypte facilement, l'Angleterre crut qu'il serait pos-

sible d'y établir une suzeraineté britannique et de rappler son corps expéditionnaire au bout d'un ou deux ans. Mais c'était une illusion. D'abord, la France ne reconnut pas la suzeraineté britannique, car elle refusa de renoncer à sa parité dans le contrôle financier égyptien. L'Angleterre fut même contrainte de coopérer avec elle pour que l'Égypte contracte un emprunt international, car le Parlement britannique ne voulut jamais se charger des dettes égyptiennes. D'autre part, la rébellion soudanaise, dite "Mahdiste," se fit de plus en plus menaçante et une expédition égyptienne fut massacrée. L'Angleterre ne voulut pas se charger de pacifier la Soudan, et força l'Égypte à y renoncer ; ce qui donna le coup de grâce au prestige du Khédive, déjà considéré par les nationalistes comme une marionnette des Européens. Donc, l'Angleterre ne put obtenir assez de pouvoir pour contrôler seul les finances de l'Égypte, ni établir un gouvernement égyptien qui soit à la fois populaire et digne de la confiance britannique. A cause de cette échec outre le désaccord sur le conflit en Irlande, le gouvernement de Gladstone tomba en 1885.

Le nouveau gouvernement conservateur hérita, ce faisant, du problème d'un retrait militaire le plus rapide possible d'Égypte où l'occupation britannique compromettait le concert européen et justifiait l'attitude plus agressive de la France et de l'Allemagne dans d'autres parties de l'Afrique ainsi que celle de la Russie envers la Turquie. C'est alors que l'Angleterre offrit, en 1887, aux autres puissances européennes et à Turquie le retrait de son armée après cinq ans à condition qu'elles lui reconnaissent le droit d'une nouvelle expédition si nécessaire. Mais la France et la Russie refusèrent de reconnaître ce droit à l'Angleterre, et la négociation fut rompue. Ainsi l'entente anglo-française fut-elle forclosée, et l'Angleterre dut faire face à la puissance navale franco-russe en Méditerranée. Au moment où l'Angleterre décidait de renforcer sa flotte, il n'était plus question pour elle de reculer en Égypte.

〈Conclusion〉

Donc, ni l'occupation de la Tunisie par la France, ni celle de l'Égypte par l'Angleterre n'eurent de mobile économique direct. Ce sont l'Algérie et l'Inde qui, économiquement et politiquement, étaient respectivement importantes pour la France et l'Angleterre. La Tunisie et l'Égypte n'étaient donc que des garanties pour leur sécurité outre-mer. Pour la France, la Tunisie fut également une compensation pour la perte d'Alsace-Lorraine, et pour l'Angleterre, l'Égypte vint finalement en compensation de son influence perdue en Turquie. Les deux pays européens n'avaient pas voulu occuper les deux pays africains tant que leur influence y était assurée, mais quand l'Italie défia la France en Tunisie et que le mouvement nationaliste défia l'Angleterre en Égypte, elles furent contraintes d'agir. Néanmoins leurs Parlements refusèrent de voter les budgets nécessaires à la colonisation ou l'annexion, et leurs gouvernements furent contraints de les manoeuvrer plutôt indirectement. Mais leurs manières de gouverner respectivement la Tunisie et l'Égypte devaient être considérablement différentes, comme nous allons le voir maintenant. Rest que l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre, bien qu'elle fût le résultat d'un processus accidentel, déclencha parmi les puissances mondiales une concurrence effrénée dans l'expansion outre-mer, ouvrant l'ère de l'impérialisme pendant laquelle les nationalismes devaient jouer un rôle de plus en plus important.

4. Les modes de domination

Examinons maintenant les modes de la colonisation ou de la domination européenne en Tunisie et en Égypte. Manquant d'espace pour entrer dans les détails, nous serons obligés de nous en tenir aux grandes lignes. Nos arguments seront basés sur les ouvrages suivants : concernant la Tunisie, A. Kassab (1976), C. Sammut (1983), A. Mahjoubi (1977), N. A.

Ziadeh (1962), J. Poncet (1962), J. Vibert (1955), S. Amin (1970), etc. ; concernant l'Égypte, R. Tignor, (1966), A. Lutfi Al-Sayyid (1968), P. Mansfield (1971), J. M. Ahmed (1860), Lord Cromer (1908), A. Colvin (1906), Lord Lloyd (1933), E. R. J. Owen (1969), A. E. Crouchley (1938), etc.

⟨Protectorat avec ou sans traité⟩

La France formellement fit de la Tunisie un protectorat et abolit le contrôle international de la finance tunisienne deux ans après l'occupation. De son côté, l'Angleterre ne fit pas de l'Égypte un protectorat avant le début de la Première Guerre mondiale, et elle ne put y abolir le contrôle financier international avant 1904, année où elle conclut avec la France l'Entente Cordiale pour faire face à la menace commune de l'Allemagne. Donc, ni la Tunisie, ni l'Égypte ne devinrent formellement des colonies européennes ; la Tunisie, cependant, l'était de facto malgré la façade d'un bey et d'un premier ministre tunisiens, et l'Égypte était de facto un protectorat britannique malgré l'absence de traité avec l'Égypte ou la Turquie. Autrement dit, les détenteurs du pouvoir réel étaient le Résident général de France et le secrétaire général français en Tunisie, et en Égypte, le Consul général et le conseiller financier britanniques.

Dans les deux pays, le pouvoir européen introduit alors des réformes substantielles dans les domaines politique, économique, et social. Ce n'était certainement pas une tentative d'euro-péanisation radicale, mais il s'agissait de faciliter et de rendre moins coûteuse la domination européenne grâce au développement économique et à la rationalisation administrative. En effet, la résistance nationaliste s'apaisa vite, et les armées d'occupation européennes furent graduellement réduites, les armées tunisiennes et égyptiennes étant réformées et le nombre de leurs soldats restant très restreint. (Cela n'empêcha pas la France, cependant, de mobiliser 80 mille tunisiens pendant la Première Guerre mondiale, dont plus de 10 mille succombèrent.) Le remboursement des dettes gouver-

nementales tunisiennes et égyptiennes était toujours la priorité budgétaire, mais pour arrêter la paupérisation du peuple, les systèmes d'impôts devaient être améliorés. Et à mesure que les ressources budgétaires devinrent plus grandes, les gouvernements investirent davantage dans les travaux publics pour développer l'agriculture en Tunisie et en Egypte. Nous reviendrons sur cet aspect économique plus loin.

〈L'évolution politique〉

Dans le domaine politique, le contrôle français en Tunisie était plus visible et plus efficace que le contrôle britannique en Egypte. Bien que les premier et vice-premier ministres, et les préfets aient été tunisiens, les autres ministres étaient français, et les préfets étaient surveillés par les contrôleurs civils français. Le Grand conseil, qui fut établi en 1891 et donnait des conseils administratifs au gouvernement tunisien, était composé de colons français, bien que 16 tunisiens y aient été adjoints en 1907. En Egypte, cependant, tous les ministres ainsi que tous les députés de l'Assemblée nationale et du Conseil législatif étaient égyptiens, bien que les ministres aient été contrôlés par des conseillers britanniques et que l'Assemblée nationale et le Conseil législatif n'ait eu qu'un rôle nominal. Dans les agences publiques aussi, les fonctionnaires français étaient beaucoup plus nombreux en Tunisie que les fonctionnaires britanniques en Egypte. Il y avait, en effet, au début des années 1890 environ 3,000 fonctionnaires français en Tunisie, et un peu plus de 1,000 fonctionnaires européens en Egypte, dont seulement la moitié était britannique. Rappelons que la population de la Tunisie était six fois moindre que celle de l'Egypte.

Dans le système judiciaire également, les Français étaient prédominants en Tunisie, tandis que les Britanniques partageaient leur influence avec d'autres Européens en Egypte. Ainsi, les tribunaux consulaires furent abolis en Tunisie peu après l'occupation française et tous les cas

impliquant des Européens furent réglés par les tribunaux français tandis qu'en Egypte, les tribunaux mixtes, composés de juges européens et égyptiens, établis avant l'occupation, furent maintenus et fonctionnaient d'après le modèle français. Les cas impliquant seulement les musulmans, cependant, furent toujours réglés par les tribunaux islamiques dans les deux pays, bien que leur juridiction ait été de plus en plus restreinte, parce que des tribunaux gouvernementaux furent établis pour traiter des délits pénaux.

Dans le domaine de l'enseignement, la Tunisie comme l'Egypte, avaient beaucoup de "kuttab," à savoir d'écoles de mosquée, ainsi que des écoles gouvernementales qui éduquaient les enfants des privilégiés en français et en arabe pour en faire des fonctionnaires, en plus des écoles privées pour les Européens, surtout Français, Italiens, et Grècs. Après l'occupation, les Français établirent en Tunisie beaucoup d'écoles gouvernementales où on éduquait non seulement des Tunisiens mais des Européens en français et en arabe. Les écoles privées européennes acceptaient, inversement, les Tunisiens. En 1899, à peu près 7,000 tunisiens, musulmans et juifs, étudiaient dans les écoles gouvernementales et européennes. En Egypte, les Britanniques consolidèrent les écoles gouvernementales, remplaçant graduellement le français par l'anglais. Cependant, l'arabe devint la langue principale des écoles primaires que seul les Egyptiens fréquentaient, dès le début de ce siècle. Les Européens et une partie des Egyptiens, surtout des coptes (chrétiens), étudiaient dans les écoles privées européennes ou missionnaires. En 1910, les écoles gouvernementales éduquaient à peu près 11,000 égyptiens. C'est absolument et relativement très peu, puisque la population égyptienne était à peu près de 12 millions d'habitants. Certes, le budget gouvernemental égyptien était plus lourdement endetté que celui de la Tunisie, mais il est certain que les Britanniques ne voulaient pas bien éduquer les Egyptiens dans la crainte d'un essor du nationalisme. Les Français partageaient la même préoccu-

pation en Tunisie, mais ils pensaient plutôt assimiler les Tunisiens, et les Tunisiens, de leurs côté, acceptaient assez volontiers l'éducation française.

Cette éducation à l'euro péenne, bien qu'elle aie été limitée, produisit une nouvelle couche moyenne, influencée par les idées occidentales—les droits de l'homme, la liberté, l'égalité, la fraternité, etc. Les autorités françaises en Tunisie et les autorités britanniques en Egypte introduisirent beaucoup de changements sociaux inspirés par ces idées, néanmoins très limités en comparaison avec les métropoles, où certains Tunisiens et Egyptiens purent aller étudier. Les nombreuses discriminations entre indigènes et colons européens provoquèrent le mecontentement de beaucoup d'intellectuels indigènes. Ils commencèrent à critiquer les autorités européennes. Ils essayèrent d'abord de faire appel à l'opinion publique en Europe, et ensuite, cela se révélant inutile, ils tentèrent de mobiliser l'opinion publique intérieure par la publication de journaux. Ces mouvements nationalistes suscitèrent inévitablement des valeurs traditionalistes, à savoir islamiques, mais ils s'accompagnèrent également d'efforts pour modifier les idées musulmanes et les adater à la vie moderne. Les autorités européennes dans les deux pays s'inquiétèrent de plus en plus de cette montée du sentiment musulman, et quand eut lieu une émeute paysanne contre des officiers britanniques dans un village égyptien en 1906, les autorités britanniques punirent les paysans très sévèrement en guise d'avertissement. Cette répression attisa, au contraire, le mouvement nationaliste et quelques partis politiques s'organisèrent dans les années suivantes. En Tunisie, aussi, sous l'influence de la révolution des Jeunes Turcs en 1908, un parti des "Jeunes Tunisiens" s'organisa en 1909. Après une émeute anti-chrétienne et une grève des ouvriers de Tunis en 1910 et 1911, les autorités françaises déclarèrent l'état d'urgence et réprima le parti des Jeunes Tunisiens.

〈L'évolution économique〉

Dans le domaine économique, la Tunisie et l'Égypte avaient été, comme nous l'avons rappelé plus haut, sous le contrôle financier européen depuis quelque temps. Après l'occupation de la Tunisie par la France, les dettes multinationales furent converties en un nouvel emprunt garanti par le gouvernement français, et les finances tunisiennes furent contrôlées par la France. Le service de la dette publique prenait une moitié du budget gouvernemental à l'époque de l'occupation, mais ce taux fut réduite à 25% environ en une vingtaine d'années. En Égypte, le contrôle international du service de la dette publique fut maintenu après l'occupation britannique, mais les autres dépenses budgétaires furent contrôlées par l'Angleterre. Le service de la dette prenait également une moitié du budget gouvernemental à l'époque de l'occupation, et ce taux était encore de 30% environ après une vingtaine d'années. De plus, l'Égypte continuait de payer un tribut au Sultan de Turquie, et contribuait également à la gestion du Soudan après sa reconquête en 1898. Ainsi, la disponibilité du budget public était plus limitée en Égypte qu'en Tunisie, mais le nombre des hauts fonctionnaires européens bien payés était beaucoup plus grand en Tunisie qu'en Égypte. Il semble donc que le pourcentage du budget consacré aux travaux publics ait été semblable dans les deux pays. Bien que ce taux n'ait pas été très élevé, les gouvernements tunisien et égyptien améliorèrent considérablement l'infrastructure—les chemins de fer, les ports, les réseaux du télégraphe, etc.—indispensable du développement économique.

Ce développement économique fut pris en charge en Tunisie par des Européens, surtout des Français. Ils investirent beaucoup de capitaux dans l'agriculture, les exploitations minières, les institutions financières, etc. Mais pour encourager ces investissements européens, l'amélioration non seulement des infrastructures et du système judiciaire, sans parler de la stabilité politique, mais aussi celle du système de la propriété foncière

était indispensable. Parce que la propriété foncière n'avait pas été développée à l'européenne avant l'occupation, les titres et les frontières entre les différents types de propriété foncière, à savoir d'Etat, de tribu, d'individu, de "habous" (consacrée à l'Islam et inaliénable) n'étaient pas clairement définis. Alors, une procédure d'enregistrement des terres fut établie en 1885, et les terres d'Etat furent définies et délimitées en même temps. Une partie des terres d'Etat put désormais être vendue aux colons européens, et le droit d'utilisation des biens "habous" fut accordé, moyennant un échange contre d'autres terres ou des prêts à long terme.

Ainsi, les agriculteurs européens furent encouragés à acheter des terres tunisiennes, et ils chassèrent graduellement les paysans tunisiens des terres fécondes qu'ils avaient cultivées depuis longtemps. Les autorités françaises ne donnèrent, du moins au début du protectorat, et contrairement au cas de l'Algérie, aucune aide financière aux colons sinon la construction d'infrastructures et l'exemption d'impôts. Au début, les colons français étaient principalement des investisseurs agricoles avec de grandes terres mais ils étaient peu nombreux, tandis que les autres colons, surtout Italiens, étaient principalement des paysans, avec de petites terres : avant la Première Guerre mondiale, les colons français n'étaient que 50 mille environ, mais ils possédaient 700 mille hectares de terre, tandis que les autres étrangers, 90 mille environ, n'en avaient au total que 120 mille hectares.

Les colons européens menaient des cultures commerciales, comme l'olive et la vigne, et exportaient leurs produits, surtout en France, avec laquelle la Tunisie était en principe placée à égalité sur le plan douanier. L'exploitation des ressources minérales comme le phosphate et le zinc fut entreprise, et donna également lieu à d'importantes exportations. Le montant nominal des exportations tunisiennes augmenta annuellement de 5,8% en moyenne pendant les trente années 1880-1910. Pourtant, l'industrie ne se développa pas, parce que le manque de protection et d'assistance

gouvernementales affaiblissait les secteurs traditionnels et empêchait le développement des secteurs modernes. Enfin, la considérable croissance économique ne profita pas au peuple tunisien, puisqu'une petite minorité d'Européens et de Juifs de Tunisie, moins de 10% de la population totale en 1910, obtint à peu près la moitié du revenu national.

En Egypte, le système de propriété foncière privée avait été établi avant l'occupation, et le développement de l'agriculture commerciale avait également été très grand. Ainsi, les autorités britanniques n'eurent qu'à améliorer le régime de l'impôt foncier, en réduisant le taux pour les plus pauvres qui succombaient sous le poids de l'impôt, et en augmentant celui des grands propriétaires aux vastes privilèges. Pour encourager la production agricole, le gouvernement égyptien investit dans les travaux d'irrigation, comme la construction de barrages et de canaux, et de voies de communication, comme chemins de fer, routes, et réseaux de télégraphe, surtout après 1904 quand la France et d'autres pays européens consentirent finalement à la domination britannique en Egypte.

De fait, la production agricole rapidement augmenta en Egypte. Même avant l'occupation, depuis le début des années 1830, sa valeur s'était vraisemblablement élevée très vite ; et après l'occupation, en 30 ans (jusqu'à la Première Guerre mondiale) elle s'éleva encore plus de deux fois. C'est surtout la production de coton qui fut remarquable--en ayant triplé de valeur dans le même période, l'exportation du coton réalisait plus de 90% de la valeur totale des exportations égyptiennes juste avant la Première Guerre mondiale. Ce développement de l'agriculture commerciale s'accompagna de la formation d'une classe de grands propriétaires fonciers, et en 1913, seuls environ 12,000 propriétaires d'une ferme de 50 fédans ⁽⁴⁾ et plus, à savoir moins d'un pour cent de tous les propriétaires fonciers, possédaient à eux tous 44% des terres. Parmi ces grands propriétaires, les Européens étaient 13%, et ils possédaient 27% de grandes fermes en superficie. Le nombre total de propriétaires fonciers

européens était de 8,000 environ, soit 0.5% et ils possédaient à eux tous 13% des terres. Ils étaient, certes, privilégiés, mais ils n'avaient pas la position prédominante que les colons avaient en Tunisie.

Quant à l'industrie, les secteurs traditionnels dépérissent comme en Tunisie, et les secteurs modernes furent empêchés de se développer, les autorités britanniques leur imposant un impôt dont le taux était le même que celui appliqué aux produits importés, ce qui leur enlevait toute protection. Alors, les investissements européens, surtout français et anglais, se concentrèrent sur la spéculation foncière. Donc, en Egypte, la croissance économique considérable sous la domination britannique était due au développement de la monoculture du coton, et elle n'accompagna pas, voire empêcha, le développement industriel. Mais on constate que cette tendance était déjà forte dans la première moitié de 19e siècle, et que les autorités britanniques ne firent que la laisser (ou plutôt l'encourager) à se développer davantage. Néanmoins, cette croissance économique fit, certes, bénéficier les Egyptiens à cette époque-là, et la population crût rapidement, mais ce développement dépendant ne pouvait pas continuer indéfiniment.

Dans les deux pays, les finances gouvernementales étaient étroitement contrôlées par des Européens, et le remboursement de leur dettes publiques était la priorité. Le système de propriété foncière fut modernisé en Tunisie (au détriment des indigènes), tandis que le régime de l'impôt foncier fut amélioré en Egypte. A mesure que le poids des dettes diminuait, les dépenses pour les travaux publics augmentèrent, et elles améliorèrent l'infrastructure dans les deux pays. Avec la stabilité politique et la justice à l'européenne, les capitaux européens furent attirés. En Tunisie, les Français développèrent ainsi l'agriculture commerciale et l'exploitation des ressources minérales, et ils devinrent les principaux bénéficiaires de ce développement économique. En Egypte, cependant, l'afflux des colons ne fut pas si visible, et le développement de l'agriculture

commerciale contribua à la formation et la consolidation d'une classe de grands propriétaires égyptiens. Mais ce développement dépendant du marché européen n'encouragea pas, voire empêcha, le développement industriel, et l'économie des deux pays furent intégrées dans le système capitaliste mondial en tant que régions périphériques. Et tant que les deux pays étaient privés d'une politique industrielle indépendante, et d'une politique scolaire plus active, un développement économique plus équilibré n'était pas possible.

En effet, l'Égypte, après avoir accédé à la quasi-indépendance en 1922, commença à développer son enseignement et son industrialisation, mais faute de l'indépendance douanière jusqu'en 1937, le gouvernement ne put pas protéger l'industrie indigène. En Tunisie, après la Première Guerre mondiale, cédant à la pression du mouvement nationaliste, le gouvernement consacra une plus grande part du budget à l'enseignement. Et après la Deuxième Guerre mondiale, le gouvernement français modifia sa politique coloniale et commença à encourager l'industrialisation des pays maghrébins. Il est vrai que la plupart des entreprises industrielles en Tunisie étaient en possession françaises. Nous ne pouvons ici discuter davantage le développement d'après la Première Guerre mondiale. Rappelons seulement une autre coïncidence historique : en même temps que la Tunisie gagnait son indépendance en 1956, les dernières troupes britanniques furent retirées d'Égypte, en la rendant réellement indépendante, du moins politiquement.

5. Conclusions provisoires

Nous avons remarqué beaucoup de traits similaires et aussi quelques points de différence entre la colonisation française en Tunisie et la colonisation anglaise en Égypte jusqu'à la Première Guerre mondiale. Pour en faire le bilan, il faudrait encore étudier la période suivante jusqu'en 1956, sinon comparer avec la période coloniale celle qui suivit l'indépen-

dance. Cela dit, nous voudrions quand même tirer quelques conclusions provisoires sur les impérialismes français et anglais, et sur les résultats de leur domination coloniale.

〈Les mobiles de l'impérialisme〉

En ce qui concerne les mobiles de l'occupation militaire de la Tunisie et de l'Egypte par la France et par l'Angleterre, nous avons remarqué qu'ils n'étaient pas forcément économiques, et reposant plutôt sur un souci de sécurité envers leurs importants territoires d'outre-mer, à savoir l'Algérie et l'Inde. Mais, après l'occupation ces mobiles changèrent quelque peu, parce que l'occupation de l'Egypte par l'Angleterre déclencha la concurrence pour l'expansion coloniale parmi les puissances mondiales. Cet essor colonial était en grande partie le résultat de la poussé du nationalisme, voire du chauvinisme. Ce nationalisme était plus fort en France qu'en Angleterre à cause de l'humiliation imposée par l'Allemagne. L'Angleterre était plutôt sur la défensive face au déclin de sa suprématie mondiale, menacée par l'Allemagne, par l'alliance franco-russe, et par des mouvements nationalistes en Afrique et en Asie. Ce nationalisme européen était certainement suscité par l'intérêt économique, mais aussi par une idée de mission civilisatrice. Cet analyse des mobiles de l'impérialisme est encore importante de nos jours pour comprendre la politique extérieure des grandes puissances, même si elles ne se conduisent pas aussi agressivement qu'autrefois.

〈Les résultats du colonialisme〉

Quant aux résultats de la domination coloniale, voyons quelques-unes des conclusions de l'ouvrage de Fieldhouse déjà cité, pour mettre les cas de la Tunisie et de l'Egypte dans une perspective plus étendue. Il distingue les empires modernes d'après le traité de Vienne de 1815 par rapport aux vieux empires, et caractérise les empires modernes comme suit (nous

résumons) :

(1) Les vieux empires se trouvaient en Amérique et étaient de vraies colonies, tandis que les empires modernes s'étendirent principalement en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, la plupart d'entre eux étant des territoires occupés.

(2) Les empires modernes couvrirent presque tout le globe et leur domination fut plus complète.

(3) Les empires modernes furent probablement un résultat inévitable de la suprématie écrasante de la puissance nationale des pays européens qui avaient connu la révolution industrielle.

(4) Les empires modernes étaient centralisés suite au développement des moyens de transport et de communication.

(5) En dépit de tout cela, ils étaient plutôt libéraux dans le domaine économique. ⁽⁵⁾

Ensuite, Fieldhouse compare les divers cas de l'empire moderne, souligne une impressionnante similarité, puis remarque des différences secondaires, à savoir, en résumé :

(1) L'Angleterre et la Russie ne distinguèrent pas les "sujets" au sens plein (full subjects) de leurs rois par rapport aux autres (les habitants des protectorats exceptés, bien entendu), tandis que d'autres pays distinguèrent leurs ressortissants (subjects) et des administrés locaux (citizens).

(2) La France, le Portugal, la Russie, et les Etats-Unis essayèrent d'intégrer leurs territoires dépendants à la métropole (seule la Russie y réussissant), tandis que d'autres pays traitèrent leurs colonies comme une entité politique distincte.

(3) Jusqu'à 1914, seuls la Russie et les Etats-Unis n'avaient pas d'agence coloniale, croyant à l'intégration totale des colonies à la métropole, tandis que d'autres empires avaient une agence ou un ministère des colonies, qui exerçait une influence prédominante sur leur politique ou sur leur gouvernement colonial.

(4) Partout, les administrateurs coloniaux acquirent le caractère de spécialistes, et bien qu'ils aient été parfois trop paternalistes, ils empêchèrent plutôt les abus du pouvoir impérialiste.

(5) Bien que l'Angleterre et la Hollande aient donné l'autonomie judiciaire et financière à leurs territoires dépendants, et qu'elles aient relativement respecté le rôle du conseil colonial, la plupart des colonies furent gouvernées despotiquement. Le gouvernement local était plutôt honnête, mais la domination étrangère sans soutien marqué de l'opinion publique manqua de confiance en elle-même pour réaliser de grands changements, et préféra maintenir les régimes socio-économiques indigènes.

(6) Tous les gouvernements des colonies modernes étaient basés sur "l'administration autochtone," et la plupart des colonies tropicales connurent un développement similaire en quatre étapes, à savoir ; la pire étape après la conquête, puis une autre qui commence avec la deuxième génération après la conquête, où surgit le concept de "mandat" pour les peuples sujets, une qui reflète le souci de développer "les domaines négligés," et une dernière, la plus constructive, après la Deuxième Guerre mondiale. ⁽⁶⁾

Selon cette caractérisation des empires modernes, la Tunisie était clairement une partie de l'empire français, et l'Egypte était quasiment une partie de l'empire britannique. La France essaya d'intégrer la Tunisie à son système, tandis que l'Angleterre traita l'Egypte comme une entité politique distincte, mais les deux pays dominèrent les deux territoires despotiquement, bien que leurs administrateurs aient été plutôt spécialistes et honnêtes. Les deux pays n'osèrent pas changer radicalement la société autochtone, mais l'administration d'Etat fut centralisée et quelque peu rationalisée.

Quant au domaine économique, Fieldhouse nie l'hypothèse de l'exploitation coloniale, en disant que les colonies n'offrirent pas de profits plus avantageux que des pays indépendants. Il admet qu'aux colonies aient

été imposées des conditions commerciales désavantageuses, mais c'était aussi le cas pour des pays agricoles indépendants. D'autre part, Albertini constate, dans son ouvrage déjà cité, que le manque d'industrialisation dans les colonies ne peut pas être attribué au "développement du sous-développement," mais plutôt au manque de charbon et de fer, à la chute des coûts de transport, au niveau élevé de la technologie demandée, à la productivité très basse de l'agriculture, au climat socio-culturel peu opportun pour l'investissement industriel, et au manque d'une politique gouvernementale pour protéger et encourager l'industrie. Mais il reconnaît le développement d'une "structure double" dans les colonies, c'est-à-dire que les secteurs modernes étaient aux mains des Européens et des ethnies minoritaires, et étant liés à l'Europe, ils contribuèrent peu au développement des secteurs traditionnels ou à la formation de la main-d'oeuvre.⁽⁷⁾

En Tunisie et en Egypte, il y eut évidemment ce développement d'une "double structure" économique, ou "développement dépendant" selon le terme de Frank et Amin. Mais c'était certainement le cas aussi pour les pays indépendants de l'Amérique latine, de l'Asie, et de l'Afrique, avec probablement une unique exception, celle du Japon. Donc, il est probablement vrai que les deux pays n'auraient pas développé leur industrie si ils avaient été indépendants. Le cas du Japon, cependant, montre que l'industrialisation serait encore possible, malgré des conditions peu favorables, si le gouvernement indépendant voulait et pouvait suivre une politique de l'industrialisation. Mais la France et l'Angleterre ne permirent pas aux gouvernements coloniaux de suivre une telle politique, au moins jusqu'à la Première Guerre mondiale. Un fait à ne pas perdre de vue, c'est qu'il y avait des colons, fonctionnaires et militaires européens, surtout des Français, qui bénéficiaient de tous les privilèges, alors que leurs talents auraient aussi bien pu être précieux dans leurs métropoles.

Telles sont conclusions provisoires. Elles sont certainement très générales et peu profondes, mais cette problématique de la modernisation dans le cadre du capitalisme mondial a été la plus brûlante pour l'espèce humaine depuis quelques siècles et elle l'est encore. On est obligé, donc, d'étudier l'histoire moderne de ce point de vue, et pour mieux comprendre ce processus, il faut l'étudier des deux points de vue—de celui des pays impérialistes-capitalistes, et de celui des pays du tiers monde. C'est un sujet particulièrement intéressant pour des japonais, parce que le Japon est à la fois un pays impérialiste-capitaliste et un pays du tiers monde, géographiquement et historiquement. Il serait souhaitable, voire nécessaire, de comparer la colonisation japonaise à Taïwan et en Corée avec les autres colonialismes, ce que ni Fieldhouse, ni Albertini n'ont osé faire.

Notes

- (1) Cet essai s'inspire d'une communication donnée au mois de juin, 1989, dans le cadre d'un séminaire de recherche à l'Institut du Monde Arabe et Musulman d'Aix-en-Provence, où j'ai pu poursuivre mes recherches pendant neuf mois grâce à une bourse du gouvernement français. Mes recherches restent encore en cours, mais je publie cet essai dans le journal de la Faculté de droit de l'Université de Kanazawa, en hommage à notre collègue, Monsieur le Professeur Hiroshi Suzuki.
- (2) Ganiage, *Les origines...*, p. 423
- (3) Cité par Ganiage, *L'expansion coloniale...*, p. 49
- (4) 1 féddan = 4200m²
- (5) Fieldhouse, pp. 372—374
- (6) Fieldhouse, pp. 374—380
- (7) Albertini, pp. 493—508

Ouvrages de référence

⟨Impérialisme et colonialisme⟩

- D. K. Fieldhouse, *The Colonial Empires: The Comparative Survey from the Eighteenth Century* (2nd ed., London, 1982)
- R. von Albertini, *European Colonial Rule, 1880—1940: The Impact of the West on India, South East Asia, and Africa* (Westport, Conn., 1982)
- W. Baumgart, *Imperialism: The Idea and Reality of British and French Colonial*

- Expansion, 1880—1914 (Oxford, 1982)
- A. G. Frank, *Dependent Accumulation and Development* (London, 1978)
- S. Amin, *L'Accumulation à l'échelle mondiale* (Paris, 1970)
- P. Gifford & W. R. Louis, *France and Britain in Africa : Imperial Rivalry and Colonial Rule* (New Haven, Conn., 1971)
- H. Brunschwig, *Mythes et réalité de l'impérialisme colonial français, 1871—1914* (Paris, 1960)
- J. Ganiage, *L'Expansion coloniale de la France sous la Troisième République, 1871—1914* (Paris, 1968)
- J. Ganiage, *Les Origines du protectorat français en Tunisie* (Tunis, 1968)
- P. H. X (Benjamin), *La Politique française en Tunisie : Le protectorat et ses origines (1854—1891)* (Paris, 1891)
- R. Robinson & J. Gallagher, *Africa and the Victorians* (London, 1961)
- J. Marlowe, *Anglo-Egyptian Relations, 1800-1956* (2nd ed., London, 1965)

<La Tunisie>

- A. Kassab, *Histoire de la Tunisie : L'Époque contemporaine* (Tunis, 1976)
- C. Sammut, *L'Impérialisme capitaliste français et le nationalisme tunisien, 1881—1914* (Paris, 1983)
- A. Mahjoubi, *L'Établissement du protectorat français en Tunisie* (Tunis, 1977)
- N. A. Ziadeh, *Origins of Nationalism in Tunisia* (Beirut, 1962)
- J. Poncet, *Le Colonisation et l'agriculture européennes en Tunisie depuis 1881* (Paris, 1962)
- J. Vibert, *Tableau de l'économie tunisienne* (Tunis, 1955)

<L'Égypte>

- R. Tignor, *Modernization and British Colonial Rule in Egypt* (Princeton, 1966)
- A. Lutfi-al-Sayyid, *Egypt and Cromer : A Study in Anglo-Egyptian Relations* (London, 1968)
- P. Mansfield, *The British in Egypt* (N. Y., 1971)
- J. M. Ahmed, *The Intellectual Origins of Egyptian Nationalism* (London, 1960)
- Lord Cromer, *Modern Egypt* (London, 1908)
- A. Colvin, *The Making of Modern Egypt* (London, 1906)
- Lord Lloyd, *Egypt Since Cromer* (London, 1933 ; N. Y., 1970)
- E. R. J. Owen, *Cotton and the Egyptian Economy* (Oxford, 1969)
- A. E. Crouchley, *The Economic Development of Egypt* (London, 1938)

〔研究ノート〕

原爆被害者調査にみる原爆死没者について

——その予備的考察——

岩 佐 幹 三

I. はじめに

原爆は、原爆被爆者に、「人間として死ぬことも、人間らしく生きることも許さぬ」（日本原水爆被害者団体協議会『原爆被害者の基本要請——ふたたび被爆者をつくらないために』）被害を与えた。

原爆被害についての調査や研究は、これまでも多くの分野で行われてきている。しかし「原爆は人間に対して何をなしたか」という観点に立って、〈被爆者の死と生〉をとらえようとする人文・社会科学の分野での調査・研究は、1977年の国連NGOによる「被爆問題国際シンポジウム」にあたっての調査（これとても被爆者の死については深く立ち入ってはいない）を除くと、全国的な規模での総合的な調査は、あまり見当たらない⁽¹⁾。

被爆40周年の1985年に、被爆者の全国組織である日本原水爆被害者団体協議会（通称、日本被団協）の要求が実って、厚生省は、1965年、75年に続いて、国としては初めての死没者調査を含む「原子爆弾被爆者実体調査」を実施した。そして87年7月には『昭和60年度原子爆弾被爆者実態調査（生存者調査）報告』書を発表し、死没者調査の報告書も、近く発表の予定である。

ところでこれより先1980年12月11日、厚生大臣の私的諮問機関「原爆被爆者対策基本問題懇談会」（通称、基本懇）は、いわゆる「受忍」論にもとづいた意見書を、園田直厚生大臣に答申した。基本懇は、「原爆被害は悲慘きわまりないもので……多数の尊い人間の生命を奪い、健康上の障害をもたらし、人間の想像を絶した地獄を現出した」ことを認めながらも、「およそ戦争という国の存亡をかけての非常事態のもとにおいては、国民がその生命・身体・財産等について、……何らかの犠牲を余儀なくされたとしても、それは、国

を上げての戦争による“一般の犠牲”として、すべての国民がひとしく受忍しなければならない」として、被爆者にも原爆被害の受忍を求めたのである。そして被爆者が、長年要求し続けてきた原爆被害者援護法の制定を拒否したのである。基本懇は、結局、想像を絶した地獄の究明および原爆による人間的被害の解明に対する責任を回避して、原爆被爆者医療法と特別措置法の現行2法を前提とする厚生省ペースの行政施策を全面的に是認する役割を果たしたのである。

これに対して日本被団協は、このような基本懇意見を論破し、受忍論を撤回させるために、直ちに被爆者の要求や被爆者・遺族の調査を行い、『原爆被害者の基本要望』を策定した。そして原爆＝核兵器による被害は、人間として決して受忍できる被害でないこと、国はそのような被害を再び繰り返してはならない責任があることを、明らかにするとともに、原爆被害者援護法の制定は、国が原爆被害への補償を行うことによって、核戦争被害を受忍させない制度を築き、国民の核戦争を拒否する権利をうちたてるという国民的課題、全人類的課題を担っていることを提起した。

日本被団協の厚生省への調査の要求も、基本的にはこの観点に立って、被爆後40年、原爆が人間にもたらした被害として被爆者の死と生の苦しみを、国自らの調査で明らかに（原爆被害の全体像を解明）するように求めたものであった。しかし基本懇の見解を基調とした厚生省の調査は、そのような姿勢・視点を基本的に欠くものであった。そしてその調査を、「被爆者の生活・健康の現状を総合的に把握するとともに、原子爆弾による死没者の実態をあきらかにするための資料をえる」という主として被爆者の高齢化状況の把握に焦点をあてた行政調査として実施したために、その基本的性格と内容において、大きな制約と限界をもったものにならざるをえなかった。

したがって日本被団協としては、原爆が人間にもたらした被害の実態をあらためて明らかにするために、独自の調査（1985年11月～86年3月実施）に踏み切ったのである。そして86年12月に生存被爆者に関する『原爆被害者調査』第1次報告書を、また厚生省報告に対する批判をも含めて第1次報告を補完する『被爆者は原爆を受忍しない』と題する報告書（87年7月）を、さらに88年3月には『原爆被害者調査』第2次報告（原爆死没者に関する中間

報告)を、発表して、原爆のもたらした被害がいかに反人間的なものであり、それが「受忍」できるものではない諸様相を明らかにした。

このような情勢の中で、調査実施から4年後の平成元年(1989年)12月、史上初めて「原爆被爆者援護法」案が、参議院だけではあったが、国会の場で可決された。85年に実施されたこの2つの調査は、単なる社会的な調査としてだけでなく、この画期的な歴史的事情に対し、いやおうなく現実に政治的、社会的なかわりと意味をもつことになったといえる⁽²⁾。

しかもこの2つの調査をめぐる争点は、以上からもわかるように、基本懇が回避した課題、原爆被害をどのようなものとしてとらえるか、そしてそれは受忍できるものであるか、にあることは明白なのである。

ところでこの間にあって私は、広島での被爆者として、また日本被団協の専門委員(さらにはその調査特別委員会のメンバー)として、この2つの調査には直接、間接にかかわってきた。特に被団協調査に関しては、今後、確定値の確認を含めて調査の完了にむけての作業を進める責任を負っている。しかし私は、国連NGOの際に石川県の被爆者調査の集計作業を行った経験はあるものの、必ずしも調査を研究領域としているわけではない。それだけに調査作業の今後の推進と間近にひかえた厚生省の死没者調査の報告に対応という観点からも、今の時点で、これまでの調査報告を読み直し、一応自分なりに整理しておく必要性を痛感した⁽³⁾。

本稿は、日本被団協の調査をふまえながら、原爆被害の中でも最大の犠牲である被爆者の死の意味するところに、あえて焦点をしぼって、整理を試みたものである。

II. 日本被団協調査(死没者調査)の概要

今回の被団協調査において集計の対象となった回答者数は、13,169人であった。それは、1986年3月現在における被爆者(手帳保持者)総数365,925人の3.6%にあたっている。調査としては、その規模、内容ともに1977年のNGO被爆問題国際シンポジウムの際の「原爆被害者一般調査」を、上回るものであった。

その中、原爆死没者として調査票に記入された人は、回答者の家族で、「あ

の日」(広島1945年=昭和20年8月6日、長崎9日)から調査時(1985年11月～86年3月)までに死亡した被爆者で、その総数は、12,726人である。

その概況は表1が示すように、死亡者総数の中で、〈当日死〉を遂げた人は、2,797人(全体の22%)で、昭和20年内死者の総数5,696人の約半数を占めている。さらに8月末までには、年内死者の4分の3以上(77%)の4,411人が亡くなっている。

昭和21年以降の死者総数は、7,030人で、その推移をみると、20年代前半に多くの死者が出ているが、34年頃までは死亡者が減少した後、35年以降に再び増加に転じ、特に50年代後半から著しい増加を示していることが指摘できる。

また昭和32年の原爆医療法の制定までに死亡した者は、7,388人(全体の58%)で、約6割の人が、国による対策を何ら受けることなく亡くなったことになる。

表1. 死亡時期別死没者数

昭和20年内の死者		5,696人
広島8.6, 長崎8.9の死者		2,797人
投下の翌日～20年末まで		2,183人
内		
8月中	1,614人	11月中 47人
9月中	362人	12月中 45人
10月中	115人	
月不詳・無回答		716人
昭和21年以降の死者		7,030人
内		
21～24年	864人	45～49年 859人
25～29年	599人	50～54年 855人
30～34年	594人	55～59年 1,071人
35～39年	655人	60・61年 223人
40～44年	736人	年不詳・無回答 574人

以上は、先の被団協調査第1次報告、「受忍しない」報告、第2次報告にもとづいたものであるが、被団協は、その後も引き続いて調査票の「被爆当時の体験と家族の被害」および「昭和21年以降の死没者」についての設問(問

4、問5、問13)において自由記載欄に記入された被爆者・遺族の「生のことば」から抽出し、編集した『あの日の証言』(その1、その2)、『被爆者の死』(その1、その2)を、調査報告の資料集として、今日までに相次いで発行している。ここでは、それらの資料集をも活用しながら、原爆死の様相について考察することにする⁽⁴⁾。

III. 原爆被害と原爆死について

1. 概説(いわゆる原爆地獄の様相について)

あの日、被爆者が見たのは、地獄だった。人々が見た地獄の様相は、それぞれ一人一人の体験が異なるように、千差万別であろう。しかし「一瞬の光と轟音、何か地球がひっくり返ったような一瞬でした。同時に一面火の海と化し、かろうじて押しつぶされた家屋より這い出した」時に、誰もが見たのは、「町が消えた。人々が消えた。」破壊した都市のすがただった。被爆者は「一瞬にして天国から地獄へつき落とされた」のだった。

これらの被爆者がいうように、原爆は、およそ従来兵器では想像もつかない、熱線・爆風・放射線の巨大なエネルギーで、広島・長崎の街を瞬時に破壊しただけでなく、人間をも破壊したのである。

ここで考えられる街とは、都市の屋並みたらずまいをいうだけではなく、家、近隣、職場、そして広島、長崎という地域社会を含めて、人間が生存するのに必要な社会条件、社会的機能を総合したものである。

また人間というのは、単に一人一人の個人、市民はもちろん、そのような社会的諸条件を前提にして成立する人間関係を含めての意味である⁽⁵⁾。

原爆は、そのような社会的条件、社会的機能をトータルに破壊したのである。そのために被爆者に対する医療・救護機能、救出・脱出に必要な交通輸送機能、さらには政府・地方自治体からの適切な指導や情報を伝達する機能等が、完全に崩壊ないしは麻痺してしまったのである。

原爆被害を考える場合に、原爆がもたらしたこのような政治的、社会的な機能の破壊とそれが被爆者にあたえた被害をも考えることが必要である。

つまり被爆者は、その生死を分ける極限状況において、行動の方向性はな

にもないままに、それぞれが自己保存の行動に身をゆだねなければならなかった。それまでの人間関係はこわれ、そこに存在していたはずのノーマルな人間の感情、そして道徳的なつながりを喪失した状況が出現したのである。

「人間が人間でなくなったあ日」のことは、被爆者に「心の傷」として今も大きな影を残している。「自分が逃げるのがいっぱい、助けてくれという人を助けることが出来なかった。それが今も心に残り、助けてあげなかったバチで今苦しんでいるのだと思います。なんでこんなひどい事をするのかと今に腹立ちは消えません」(広島、直爆1.0km、女、31歳)。「あまりの衝撃で、本来人間のもっている意志や感情といったものを失ってしまった。あまりの惨状に、なすすべもなく、呆然自失の状態で、救援の手をさしのべる余力(気持ち)もなく、見捨ててしまった。爆心地より逃れて、折り重なって身を横たえている市民の方の救いの呼びかけやまなざしに応える心を失い、これらの方を踏みこえて逃げた」(広島、直爆2.0km、男、21歳)。

被爆者が、自ら人間としての心を失ったと語る「心の傷」の証言は、重々しく深刻さにみちて、しかも枚挙にいとまがない。もちろん逃げる前に、「何人もの人を助けた」被爆者も少なくないだろう。それは、それぞれの被爆した状況によっても異なるだろう。しかし原爆が、社会関係をトータルに破壊したことによって、人々は、救護を求めるすべもなく焼け死んだり、傷ついたまま見捨てられて、「むごい死」を遂げさせられたのである。少なくとも「心の傷」を訴える人は、そうした原爆がもたらした地獄を自ら体験したのであり、人間を人間でない状態にまで追い込んだ原爆の反人間性と原爆死は、「受忍しえない」ものとして、その意味を指摘しているのである。

2. 被爆者の死の様相

(1) 「あの日の死」について

このように被爆者が見た地獄、したがってまた原爆の反人間的被害の実態を、日本被団協の調査をもとに、次に概観することにしよう。

被爆〈当日の死〉者2,797人の中で、性別および死亡時年齢が不明な人を除いた2,236人についてみると、10歳未満のこどもが406人(18%)、女性(10～59歳)が877人(39%)、60歳以上の年寄りが177人(8%)である。つまり全体

の65%、約3分の2が、力のか弱い戦闘能力に欠けることもや女性や年寄りであった（因みに10～59歳までの男性は776人、35%である）。後にみるように、これらの人々に圧焼死が多いことと全く無関係ではない。なお1945年（昭和20年）末までの〈直後死〉者では、男性の割合が39%と少し増加しているが、死没者の大半が、子ども、女性、年寄りであることに変わりはない。

原爆は、このように本来的に、非戦闘員をも無差別に殺戮し尽くす絶滅兵器として製造されたものである。二発の原爆は核戦争の時代の幕を切って落とすと同時に、まさしく新しい国際法違反の全面的な殺戮兵器として登場したのである。資料集の中でも何人かの被爆者が、非戦闘員の殺戮に触れて、許されるべきことでないと訴えているように、それは、アメリカの数万の兵士の生命を救った戦争終結の兵器であるよりも、それに何倍かの非戦闘員を殺戮したホローコスト兵器に他ならなかった。

原爆被害の反人間的なむごさは、死亡状況を見ると、さらにはっきりと現れている。

〈当日死〉者の圧倒的多数は、表2が示すように、「戸外での爆死」、あるいは「建物内（下）での圧焼死」である。死亡状況の回答があった死者数2,495人をもとにした比率は、複数記載を考慮したとしても、圧焼死1,197人（48.0%）、爆死895人（35.9%）、大やけどは234人（9.4%）となっている。原爆は、人々に逃げる余裕をあたえず、また押しつぶされた家屋の下敷きになって焼け死ぬ人々を助け出すことさえ許さなかったことを、物語っている。

圧焼死と爆死について、性別でみると、男性では爆死は466（40.2%）、圧焼死478（41.3%）とほぼ同数であるのに対して、女性では爆死401人（32.5%）、圧焼死663人（53.7%）と圧焼死が約1.7倍も上回っている。

さらにこれを、年齢別の対比（表3）でみると、次のようになる。

10歳代を除く、いずれの年齢層でも、圧焼死が爆死を上回っており、中でも70歳以上、60歳代、および9歳以下では圧焼死での死亡が多い。

先に指摘した相対的に力のか弱い子ども、女性、年寄りの死者の多くは、家の下敷きになって生きたまま焼き殺されたか、たとえやっとの思いで這い出ることができたとしても、すでに火の海で逃げる術もなく、焼き殺されたとみることができるであろう。

表2 死亡状況（当日死者）

（人）	
戸外で爆死	895
建物内(下)で圧焼死	1,197
大けが	75
大やけど	234
急性原爆症	21
その他の病気	0
胎児死	10
事故	0
自殺	0
その他	3
不明	318
小計 [死者数]	2,753 [2,495]
N A	302
計 [死者数]	3,055 [2,797]

表3 死亡年齢別にみた主な死亡状況（当日死者）

☆単位は「小計死者数」を100とする%						
	爆死	圧焼死	大けが	大やけど	原爆症	小計死者数
9歳下	30.9	55.0	3.7	12.4	2.8	[427=100%]
10歳代	49.5	30.9	3.3	12.2	0.3	[576=100%]
20歳代	32.4	50.8	2.7	5.0	0.8	[262=100%]
30歳代	37.1	48.0	2.7	6.8	0.9	[221=100%]
40歳代	37.3	50.5	3.2	8.6	0.4	[279=100%]
50歳代	31.4	52.2	2.4	7.2	0	[207=100%]
60歳代	28.6	63.9	0.8	7.6	0.8	[119=100%]
70以上	20.0	69.1	9.1	9.1	0	[55=100%]

また当日死で4分の1以上の死者を出している10歳代では、爆死が圧焼死よりはるかに多いが、これは、広島では市内の中学生、女学生が動員され、勤労奉仕中に戸外で被爆して、爆風で地面にたたきつけられたり、熱線で全身焼けただれて、死亡したものが多かったことによるものと思われる。

こうした無惨な死の様相は、『あの日の証言』において、多くの被爆者が証言しているところである。特にある被爆者（軍人）は、その被害は、他に類例を見ない被害として、次のように述べている。「爆発後すぐ爆心近くに入り、……今までの戦場でも空襲でも見たことのない広い範囲で、何が起きたのかわからず、助けることもなにも出来なかった。……火災の中を生きている者に、逃げろと言うこと以外に何もしてやれなかった。知らない街でのことで、方向も分からず、夢中で、始めは火災も小さかったが、死者の水分が無く、炭化した身体がまだ動いていた。……比島戦場でナパーム弾でもこれほどひどく焼けたのは見なかった」（広島、直爆2.0km、男、22歳）。

それは、まさにこの世の生き地獄であった。原爆は、被爆者に、そのよう

な地獄の死、〈むごい死〉を強いたのである。

次に、これらの死者についての遺体及び死亡の確認状況を調べてみると、不詳・NAを除いた2,603人を基準にした比率は、次のようになっている。すなわち遺体で確認した死者597人(22.9%)、遺骨で確認した死者720人(27.7%)、行方不明の死者1,033人(39.7%)である。遺体か、または遺骨で確認できたのは約半数であり、4割は、行方不明のまま今日にいたっている。

当時の死者の遺体の状況は、さまざまであったが、特に多くの行方不明のままの遺体が、〈もの〉か、〈動物〉かのように扱われたことは、多くの人が証言している。また遺体を発見できたからといって、家族の手で火葬に付された場合は別として、多くの死者は、他の死者の遺体といっしょに山積みにして焼かれるということが普通であった。

遺骨も同様で、平常時の火葬によって焼かれたものとは本質的に異なり、その近辺の転がっている最寄りの品物で、本人の遺骨と判断したり、また最終的には確認しないまま、それと推定して持ち帰った遺骨も少なくない。

調査報告によると、圧焼死は、遺骨での確認が、その半数を占め、特に圧焼死の多かった女性では遺骨で確認された人が多く、行方不明は、男性に多くなっている。

家族と死に目にあえて看とられながら死亡した〈当日死〉亡者は、わずかに4%に過ぎない。しかし大やけどや大けがをうけながらも脱出できた人、また原爆症で亡くなった人の半数は死に目にあえているし、翌日以降は死に目にあえた人の比率が高まるのは当然である。

以上のように当日の死は、到底〈人間としての死〉として考えようもない死であった。したがってとり残された被爆者・遺族は、その死の様子をさまざまに想像して苦しむのである。

「目鼻の前におおいかぶさった建物におさえつけられたまま、じりじり迫ってくる火の手、そして死の瞬間を待つ気持ちといったら、どんなに苦しいことだったろうか。なぜもっと頑張って救い出そうとしなかったのか、自分も一緒に死ぬ気になったらもっと何かできたのではないか。母の死に対する罪意識はつきない。(私は今でも自分の力なさで母を殺したと思っている。それだけに原爆・核兵器が憎い。戦争が憎い。戦争だからといってこんな残虐

な被害は絶対に許せない)」(広島、直爆1.5km、男、16歳)。死者に対する罪意識だけでなく、この人と同じく自分を「原爆被爆者は被害者にちがいないが、私の場合加害者でもある」(広島、直爆2.0km、男、15歳)とまで、つきつめた意識的うけとめ方を示している人さえいる。原爆が、都市機能の全面破壊と人間的生存条件の破壊をもたらしたこととの関連で、そのような加害者意識が、自分を加害者へ追い込んだものに対する責任の追求へと、転換する意識構造の変化の過程の考察は、また重要なテーマといえるであろう⁽⁶⁾。

(2) 直後の死者 (1945年末までの死)

被爆当日は、爆死、圧焼死を免れた被爆者も、翌日からは身体にうけた大やけど、大けがが、大半の原因で次々と亡くなっていった。被爆の翌日から45年の年末までに死亡した〈直後死〉者の全体の死亡状況を見ると、最も多いのは、大やけど(890人、44%)で、原爆症(784人、39%)、大けが(372人、18%)となっている。この時期に原爆の被害は、これらの死因が単独もしくは複合しあって、被爆者の生命を奪ったのである。

〈直後死〉の死因として、爆死107人、圧焼死78人が入っているが、これはおそらく当日のような被爆状況から助け出されて死をまぬがれたものの、その後、やけど、けが、原爆症で亡くなったものと思われる。

この〈直後死〉の死亡状況は、次表4にみる如く、2週目に入ると、急性原爆症による死者が次第にふえ、8月末までには、やけどによる死者を上回るようになっていく。やけど、けがが死因の1つとなった年内の死者は、その大半が8月中に亡くなっているのに対して、9月以降の〈直後死〉では、急性原爆症が死因の1つとなった死者が、この時期の死者の死因の大部分を占めるように急速に推移していったのである。

表4

当 日	①圧焼死 (1197)	②爆 死 (895)	③大やけど (234)
1週間以内	①大やけど (482)	②原爆症 (123)	③大けが (116)
2週間以内	①大やけど (160)	②原爆症 (125)	③大けが (89)
8月末まで	①原爆症 (152)	②大やけど (89)	③大けが (71)
9～12月	①原爆症 (328)	②大やけど (96)	③大けが (73)

次に死亡年齢、死亡時期、死亡状況の関連を、年内死者の全体でみると、20歳以下の若年の者ほど、早い時期に死亡していることがわかる。すなわち各年齢層の中で、〈当日死〉者が占める割合（累積総数に対する割合）は、9歳以下と60歳代の59%を最高として、52～59%の間にある。

8月中に9割以上が亡くなっているのは、20歳代と10歳代であり、9歳以下の88%が、それに次いでいる。高齢の70歳以上の25%、60歳代の18%は、9～12月の間に亡くなっている。

さらに死亡年齢別の死亡状況のちがいをみると、比較的早い時期にその多くが亡くなった20歳代以下の層では、大やけどが、原爆症を上回っているが（9歳以下では同数）、30歳代以上では、おおむね原爆症と大やけどがほぼ同数か、原爆症のほうがすこし上回っている。

またこれを遺体・死亡の確認状況からみると、〈直後死〉者は、〈当日死〉と比べると、遺体（167人、回答のあった1,783人に対して9.4%）、遺骨（105人、5.9%）による確認が減り、死に目に会えた死者が7割（1,252人、70.2%）に達している。この時期の行方不明者は36人、2.0%、死に目に会えなかった死者は2割弱で、〈直後死〉者の多くは、家族または身寄りと何らかの接触がもてたことがわかる。

死亡時期別にみた遺体の確認状況は、やけど死の多かった1週間以内で死に目に会えなかった死者は170人、25%あり、遺体や遺骨での確認が1割以上なのに、原爆症が増えてくる2週目以降では、死に目に会えた死者が8割以上という推移をみせている。死亡状況と確認状況をみると、早い時期に多くが亡くなった大けが、大やけどによる死者では、原爆症に比べて、遺骨や遺体での確認が多くなっているが、7割以上が死に目にあえている。また原爆症による死者では、死に目に会えたのは8割以上ある。

(3) 年内死者の被爆状況

次に、被爆状況＝被爆距離別の年内死者の死の様相について、みてみることにしよう。

次表5によると、直爆被爆者の場合、被爆距離が爆心地に近いほど、早い時期に死亡していることがわかる。

1 km以内で被爆した死没者では、その9割以上が、2 km以内ではその約8割が、8月中に死亡している。3 km以内で被爆した死没者の約半数、そして3 km超の6割は、9～12月の間に死亡している。このことは、原爆死が、時間の経過とともに爆心地から外に向かって広がって行ったことを示している。また入市被爆、救護被爆などその他の被爆による死者は、その4分の1が8月中に死亡し、9～12月の間に大部分が亡くなっている。

表5 被爆状況別、死没者数の推移（年内死者）

☆上段は累積死亡数、下段は累積総数に対する%

	直爆 (全)	0.5km 以内	1.0km 以内	1.5km 以内	2.0km 以内	3.0km 以内	3 km 超	km不詳 無回答	胎内 被爆	その他 被爆
当日死	2,690 [57]	603 [72]	732 [57]	422 [56]	160 [41]	17 [18]	5 [10]	751 [58]	10 [40]	0 [0]
1週間以内	3,428 [73]	702 [84]	955 [74]	526 [70]	232 [60]	32 [33]	10 [20]	971 [75]	13 [52]	2 [4]
2週間以内	3,761 [80]	747 [90]	1,068 [83]	577 [77]	271 [70]	37 [39]	11 [22]	1,050 [81]	14 [56]	8 [16]
8月末まで	4,021 [85]	779 [94]	1,148 [89]	632 [84]	296 [76]	42 [44]	17 [33]	1,107 [85]	14 [56]	11 [22]
8月・日不詳	4,232 [90]	796 [96]	1,184 [92]	655 [87]	306 [79]	49 [51]	20 [39]	1,222 [94]	17 [68]	12 [24]
9～12月	4,705 [100]	833 [100]	1,285 [100]	749 [100]	388 [100]	96 [100]	51 [100]	1,303 [100]	25 [100]	49 [100]

さらに表6にみるように、爆死、圧焼死による死は、近距離で被爆した人ほど、高い率を示している。〈当日死〉をまぬがれた人々も、大やけど、大けが、そして原爆症による死を遂げることになった。さらに原爆症による死は、遠距離の被爆者にまでも遠慮なく襲いかかったのである。

同様に被爆状況別に遺体・遺骨の確認状況をみた場合（表7）には、おおむね次のことがいえよう。遺骨で確認と行方不明は、距離が爆心地に近づくにつれて、その割合が高くなっているが、死に目に会えた、あえない、は、被爆距離とちょうど反比例するような関係がみられ、あえなかった死者は、爆心に近づくほど多くなっている。

以上のように、被爆状況と被爆者の死の様相とは密接な関係があることを

原爆被害者調査にみる原爆死没者について

表6 主な死因の被爆距離別状況 (年内死者)

☆小計[死者数]を100とする%

	直爆 (全)	0.5km 以内	1.0km 以内	1.5km 以内	2.0km 以内	3.0km 以内	3 km 超	km不詳 無回答
爆死	23.3	26.6	23.3	19.1	12.3	9.0	1.9	29.3
圧焼死	29.5	39.8	30.4	32.4	28.1	9.0	1.9	23.4
大けが	9.9	6.8	11.3	11.6	10.7	17.0	1.9	8.9
大やけど	25.4	14.6	24.3	30.5	34.1	22.0	5.7	28.6
原爆症	16.8	13.2	19.9	18.9	22.5	25.0	35.8	11.5
[死者数]	[4690]	[821]	[1269]	[748]	[413]	[100]	[53]	[1286]

表7 被爆距離別、遺体・死亡の確認状況 (年内死者)

☆[小計死者数]を100とする%

	直爆 (全)	0.5km 以内	1.0km 以内	1.5km 以内	2.0km 以内	3.0km 以内	3 km 超	km不詳 無回答
遺体で	17.7	18.2	16.3	22.7	16.4	13.3	22.2	16.3
遺骨で	19.0	25.1	19.4	16.5	16.2	3.6	2.8	18.2
行方不明	24.7	31.1	23.7	17.9	13.2	7.2	8.3	30.3
死に目・あえた	30.1	18.5	32.6	36.1	43.7	65.1	63.9	24.7
＃・あえず	28.3	34.1	27.9	26.1	25.1	12.0	19.4	28.2
[小計死者数]	[4588]	[867]	[1254]	[728]	[371]	[83]	[36]	[1249]

明らかにしている。

さらに〈当日死〉を含めて、この時期の、つまり年内の死者については、先に述べたように原爆がもたらした社会的な生存の諸条件の破壊との相関関係を考慮にいれてとらえることが必要であろう。特に大やけど・大けが等によって緊急治療を必要としていた被爆者にとっては、救急・医療体制の崩壊と敗戦による医療体制の立ち直りの遅れは、致命的であった。これらの死者たちは、遺族、縁者の多くが証言するように、治療行為らしきものを殆んど受けるすべもなく、苦悶の中に死を遂げているのである。家族は、手をこまねいて、その死をただみつめていなければならなかったのである。

まして原爆医療に関しては、全く無力に近かった。当日は全く無傷であった多くの被爆者が、数日ないしは1カ月たたない中に発病して、脱毛、吐血

や下血等の症状で、えきり、赤痢あるいは肺結核等の診断をされ、手のほどこしようもないまま、亡くなっているのである。さらには証言で述べられているように、比較的医薬体制を保持していたはずの軍の病院、例えば広島県の東北部の東城町の陸軍病院では、8月10日過ぎに移送された約250人の軽傷患者の中で、9月末まで生き残ったのはわずかに5人で、98%の死者を出している（広島、直爆1.0km、男、26歳）のであり、一般市民の状態がどのようなものであったかは、推測に難しくない。こうして原爆は、人間として受けられるべきはずの治療行為すら受けられない社会状況（国もしくは地方自治体による医療・救援体制の不作為状況）をつくり出し、みな殺し兵器としての許し難い反人間的機能を発揮したのである。

(4) その後の死（昭和21年以降の死）

日本被団協の調査報告は、昭和21年以降の被爆者の死について、「早過ぎる死」と「遅れた原爆死」という注目すべき特色を指摘している。

今日、日本はもちろん、先進諸国において、国民の平均年齢の水準が急速に上昇し、高齢化社会にむけての検討と対策の確立が、緊急な課題として要請されている。そうした一般情勢の中で、「早過ぎる死」という原爆被爆者にみられる死の特色は、注目されてしかるべき問題といえよう。

厚生省が、これまで被爆者対策の基調としてきたのは、被爆後40数年経って被爆者が高齢化してきたという状況のもとに、改善をするにしても、それを現行2法の枠内で処理しようとする姿勢であった。60年厚生省調査は、まさにその趣旨にそって実施されたのであるが、その集計の中には、例えば被爆者の健康破壊がすすみ、国民の水準よりもはるかに高い入・通院率という被団協調査を補完するに足るデータさえ含まれていたことは、原爆が、生存被爆者にいかに残苦の生を強いているかということを示す好例であろう。

この「早過ぎる死」という被爆者の死の特色は、高齢化対策の1本の厚生省の施策、特に「受忍」政策とは、対立する1つの重要な論点なのである。

この問題について、石田忠氏は、日本被団協の調査報告をもとにしながらも、表8にみるように、累積度数表を用いて解明されている。それは、死没者総数12,726人の中、被爆時年齢と死亡時期とがともに回答されている死者

9,410人について検討したものである⁽⁷⁾。

表8 被爆時年齢別、死亡時期別死没者数

(累積度数)

	当日死亡	S20年未	S21~29	S30~39	S40~49	S50~61	備考
総数	25%	46%	57%	67%	81%	100%	9,410 ^h
～9歳	40	74	85	88	92	100	1,124
10～19	39	72	79	84	87	100	1,616
20～29	30	56	66	70	80	100	967
30～39	20	36	43	52	66	100	1,216
40～49	14	28	37	48	69	100	2,132
50～59	14	29	41	57	83	100	1,580
60～	23	43	66	87	98	100	775

すでにみてきた如く、〈当日死〉と〈直後死〉とを含めた被爆者の〈年内死〉においては、早い時期の死亡では、相対的に若年層の死亡が多くみられた。石田氏は、このことを前提にして、今日までの死者の中で、75%、4分の3が死亡したと思われる年代を各層について比較するとき、被爆時年齢の若いものほど、早く亡くなったという事実を明らかにしている。しかも「早過ぎる死」を、〈その後死〉それ自体の特色というよりも、〈当日死〉以降の死没者全数を対象にしてとらえて、原爆死の様相を浮かび上がらせようとするところに、極めて興味深いものがある。

他方、被団協の第2次調査報告では、被爆時年齢別に〈その後死〉者の推移を集計した上で、被爆時の各年齢層が被爆後10年刻みの各年代で死亡した比率を検討して、その死が、「早過ぎた死」であることも明らかにしている。

まず被爆時9歳以下だった人の死は、9歳以下で4割近くが、また10歳代での死とあわせると半数近くになり、すべて49歳以下での死である。

10歳代被爆では、10歳代と20歳代で3分の1が死亡、50歳代に達しての3割と40歳代とあわせると半数を占め、59歳以下ですべて死亡。

20歳代被爆は、20歳代と30歳代で3割近くが死亡、50歳代で死亡が急増している。すべて69歳以下の死亡で、7割が59歳以下で死亡。

30歳代被爆は、30歳代と40歳代で2割近くが死亡、60歳代で死亡急増、59歳以下で3分の1が、また69歳以下で3分の2が死亡している。

40歳代被爆では、40歳代と50歳代で2割が、69歳以下で4割死亡。

50歳代被爆では、50歳代と60歳代でその3割が死亡している。

60歳代被爆では、60歳代と70歳代で半数以上が死亡している。

70歳以上は、70歳代と80歳代で大部分が死亡している。

以上からみると被爆者の死は、高齢化どころか、少なからぬ人が、被爆したことによって「早過ぎる死」を遂げさせられていることがわかる⁽⁸⁾。

しかし今回の調査で、さらに重要なことは、〈その後死〉にかかわる死因の問題である。すなわち〈その後死〉者の死因の大部分は、病気（その後死中5,974人、86％）で、昭和20年代以降どの年代をとってみても、84～94％を占めている。

被爆者の場合、病気の中でも、特に〈白血病〉と〈ガン〉に注目する必要がある。先ず〈白血病〉にかかった割合は、被爆時年齢で胎児から29歳までの幼・少・青年層だった人が高くなっている（各世代ともおよそ4％）。

〈ガン〉にかかった割合は、被爆時に20歳代、30歳代だった人々が最も高く（34％）、それに次いで10歳代、40歳代、50歳代が、25～29％と死因としては高率になっている。ところでこれらの疾病の発生の推移をみると、〈白血病〉は、昭和21～29年および30年代の死者に多く発生している。これに対して〈ガン〉は、21～29年の死者では13％だったが、30年代に26％、40年代に29％、50年代には31％と、30年代以降から急増し、次第に増加する傾向をみせている。このことは、生存被爆者には、これらの死者と同様に、いつ〈ガン〉にかかるかわからない可能性があることを示しており、被爆者は、その不安と恐怖に常にさらされているのである。

以上のように〈その後死〉の死者は、「早過ぎた死」を遂げたばかりでなく、その死について、〈白血病〉や〈ガン〉をはじめ被爆とのかかわりを考えている遺族は、少なくない。すなわち〈その後死〉の死者の遺族（大部分は被爆者）で、その約6割は、家族の死が原爆と関係あるものと受けとめている。特に〈白血病〉による死者の遺族は、93％が、また〈ガン〉による死の場合、70％が、原爆と関係あると考えている。そしてその死は、「原爆と関係あ

る死」すなわち「遅れた原爆死」ではなかったのかとの疑いと不安を、拭い
 ざることができないのである。

こうして〈その後死〉は、〈当日死〉、〈直後死〉とは、死の様相を異にする
 とはいえ、やはり他に類例をみない「むごい死」であることにはかわりない
 であろう。しかしそのみではない。次の表9にみるように、その死にいた
 るまでの過程も、苦悩にみちたものに他ならなかった。

表9

病気との闘いの日々をおくらされて	1,267人 (28.5)
被爆を境に体が弱くなって	1,007人 (22.6)
ある日、急に、突然に、	811人 (18.2)
こどものことを心配して	432人 (9.7)
原爆症の不安・恐怖に脅えて	392人 (8.8)
思うように働けないことに苦しんで	380人 (8.5)
原爆で肉親を亡くした悲しみに、生きる支えを失って	276人 (6.2)
けが・やけどの傷あとに苦しんで	254人 (5.7)
被爆後、生活が苦しくなって	235人 (5.3)
医療の遅れ、原爆症に対する周囲の無理解に苦しんで	172人 (3.9)
早く死にたい、と苦しんで	129人 (2.9)
あの日の体験に苦しめられて	107人 (2.4)
学業や就職、結婚・家庭など、夢や希望を奪われて	83人 (1.9)
隠そう、忘れようと苦しんで	56人 (1.3)

(その他……18人)

カッコ内は、死者総数より「亡くなるまでの苦しみ」が「不詳・回答なし」、
 「特になし」の者をのぞいた4,448人を100%とした比率である。

被爆者の死の様相とこのような死の苦悩をみるにつけ、思い出すにつけ、
 被爆者・遺族は、その死に自らの死のすがたを重ね合わせて不安と恐怖にか
 られると同時に、「被爆者同士の結婚……30数年後に遅れた犠牲者として夫を
 奪われた時に、被爆者でありながら、初めて原爆の恐ろしさと憤りを覚え、
 主人が被爆さえしていなかったらと涙する半面、大切な人の死を無駄にし
 てはならないという重い責任を痛感します」(広島、直爆3.0km、女、12歳)と、
 そのような死＝原爆死は、受忍してはならないと訴えているのである。

特に原爆医療法の施行以前に亡くなった人々に対しては、せめてあのと
 き支援措置ができていたらとか、何らかの対策があったらとか、非常に多くの

遺族が心残りや口惜しさをひれきしている。その中で、ある遺族は、「夫が亡くなった時点では私も原爆に対する知識が浅く、その上アメリカ連合軍指令部のプレスコードによって、我々大多数の被爆者は（見ざる、聞かざる、言わざる）の姿勢を余儀なくされたと思う。しかしながら10余年も被爆者援護対策のおくれは、無情な政府の無責任極まる仕打ちと考えます。したがってそのために数字に現れない犠牲者のいることも認識してほしい」（広島、直爆2.0km、女、29歳）と証言している。このことは、〈その後死〉、中でも原爆医療法の制定以前の死者は、アメリカ占領軍の原爆被害の隠蔽政策とそれを踏襲した日本政府によって放置政策の対象とされたという事実と言及したものであり、その意味では、その死は、政治的、社会的死ともいべき死であったことを示す発言として注目すべきであろう。

IV. むすびにかえて

以上で明らかのように原爆によってもたらされた被爆者の死は、被爆〈当日死〉、それに続く〈直後死〉、そして今日までの〈その後死〉と、それぞれ、被爆者が死に直面した時期によってその様相は異にするが、いずれも他に類例をみない人間としての死とはいえない死、いわば「むごい死」であった。またそれは同時に被爆者の死亡の時期のその人をとりまく外在的な諸条件にかかわりをもつ政治的、社会的な死という意味をももっていたということができよう。

もちろんむごいのは、死没者だけではない。生存被爆者もまた原爆によって痛めつけられてきたのである。生存被爆者が今日なお背負い続けている苦悩や不安は、被爆したことによって、この40数年間の生活の中で積み重なって生じたもので、それこそが、原爆による被害に他ならない。とりわけ被団協の資料集では、家族の死に自らの死の暗示をみて、死の不安と恐怖の思い悩むだけでなく、これほど苦しむのなら、いっそのことあのととき死んでいた方がよかったと生きる意欲の喪失感を、何人もの遺族が書き記している。このように生きる意欲を失うまでの被爆者の苦悩は、すでに第1次の生存者調査で明らかにされたように、回答者のおよそ4分の1にみられたところであり、生きる意欲を失って自殺した人が47人もいることも忘れてはならない事

実である。それを生のことばとして読むとき、その重みが、あらためて現実感をもって迫ってくるのである。

生存被爆者の問題については、いずれ機会をみて整理する積もりではいるが、ここでは、原爆は、被爆者のむごい死にとどまらず、生き残った被爆者を生きる意欲を喪失させるまでに追い込み、人間らしいくらし（言い換えれば日本国憲法が保障する平和的生存権、幸福追求権等の権利すら）を損い続けるといふ、まさにトータルな意味での反人間的な被害を与えたのであり、とても受忍できるものではないことを指摘することにとどめておきたい。

基本懇の受忍論は、原爆被害のこのような認識をふまえたものではなかった。中でも原爆被害の最大の犠牲者である死没者については、その実態を把握しようという姿勢すら感じられなかったといって過言ではない。昭和60年度の厚生省調査が、国としてはじめて死没者調査にとりくんだということは、まさに国の対応をめぐるの正式な争点として、やっと死没者の問題が浮かび上がってきたということに他ならない。

厚生省調査とならんでの被団協調査は、この問題に大きな1石を投じたものであり、客観的な素材として、多くの人々の分析と解明を期待できるような集計データを提供することができたと思う。

ここで私が、あえて死没者問題を取りあげたのは、被団協の調査報告および資料集は、被爆者の死は、到底「人間としての死」とはいえないむごい死であるということをはっきりと示しているばかりでなく、そこで述べられた意見や証言を通じて、被爆者や遺族は、原爆死なるものが、これまでみてきたように人間としての存在条件に対する政治的、社会的な機能のトータルな破壊と深くかわりあった死という意味をもあわせもったものであり、それゆえに決して受忍することはできないということをも語りようとしていることを、読みとることができたからである。もちろん原爆被害のこのような認識は、何も目新しいことでない。しかし注目すべきことは、この調査資料にみられる被爆者・遺族の証言は、被団協の『原爆被害者の基本要請』をはじめ、原爆被害についての反人間性、犯罪性を論じている諸見解に対して、傍証を提供するものになっているということである⁹⁾。

すなわちそれは、原爆が、人間としての存在条件をトータルに破壊するこ

とによって、被爆者に地獄のような〈当日死〉と〈直後死〉を遂げさせたこと、そしてまた被爆直後からの原爆被害の隠蔽・放置政策（それは今もなお基本的には継続しているが）の下で〈その後死〉が進んでいること、に対する被爆者、遺族の全面的な告発というべきものである。全体としてそれは、そのような死が、人間としてはあってはならない死であり、人類の上に再び起きてはならない死であること、したがって被爆者の死と生は、核兵器と共存しえないことを、明らかにしているからである。それは、いかえれば日本政府の戦争開始・遂行責任、アメリカ政府の原爆投下責任、また両国政府の原爆被害に対する隠蔽政策・被爆者放置政策等についての国の責任回避とその無自覚に対する被爆者・遺族のプロテストの基本姿勢を反映するものに他ならないといえよう。

被爆45周年をむかえて、国に対して、「再び被爆者をつくらぬ」という決意の証しとして原爆被害者援護法の制定を求める運動が、大きく盛り上がっている。国の受忍政策を撤回させ、援護法制定に踏みきらせるには原爆死を含む原爆被害に対する正確な認識と普及による国民世論の結集が必要であり、被団協の諸報告、諸資料は、そのための不可欠の素材として、ぜひともひろく読まれ、討議の対象となることを期待したいと思う⁽¹⁾。

最後に私は、それらの文書を読みかえすことによって、調査対象者が自由記載欄に記入した事項は、これもまた調査の集計データとならんで重要な客観的資料であることをあらためて確認することができた。

厚生省調査にあたって実施された数万人分の自由記載欄の記述が、いまなお十分な解明もくわえられぬまま、一部の人の処理に委ねられようとしている。それは、被爆者が未来に残す貴重な証言として記入したものであり、死蔵されることなく、被団協の調査資料集と同様、人類の共通した財産となるように、総合的な解明とその全容の公開にむけての責任ある処置がとられるようにこの場をかりてあわせて強く要望しておきたいと思う。

(1) これまでに実施された原爆被害調査に関する文献については、次のようなものをあげることができる。

1. 原水爆禁止日本協議会専門委員会編：『原水爆白書——かくされた真実』 1961

原爆被害者調査にみる原爆死没者について

2. 広島大学原爆死没者慰霊行事委員会：『原爆と広島大学——「生死の火」学術篇』 1977
3. NGO被爆問題シンポジウム日本委員会：『原爆被害の実相——原爆は人間に何をしたか』 1977
4. NGO被爆問題シンポジウム長崎準備委員会：『原爆被害の実相——長崎レポート』 1977
5. 広島市・長崎市原爆災害誌編集委員会：『広島・長崎の原爆災害』 1979

なお本稿と関連して参照してほしい主な文献は次の通りである。

- 1 石田 忠：『原爆と人間』 機関誌連合通信社 1983
 - 2 石田 忠：『被爆者の死と生』 日本被団協原爆被爆者中央相談所 1988
 - 3 石田 忠：『原爆体験の思想化——反原爆論集』 I & II 未来社 1986
 - 4 浜谷正晴：『被爆者調査の方法と調査結果の集約について』 一橋論集 1987
 - 5 浜谷正晴：『原爆被害者調査』の立場と構想——調査過程研究の一つのころも——
『社会学研究』（『一橋大学研究年報』）27, 1989
 - 6 松井康浩：『原爆裁判——核兵器廃絶と被爆者援護の法理』 新日本出版 1986
 - 7 椎名麻紗枝：『原爆犯罪——被爆者はなぜ放置されたか』 大月書店 1985
 - 8 岩佐幹三：『被爆問題国際シンポジウム報告書』 石川県原爆被災者友の会 1986
 - 9 日本被団協：『原爆被害者調査』第1次報告、日本原水爆被害者団体協議会 1986
 - 10 日本被団協：『被爆者は原爆を「受忍」しない』 同 上 1987
 - 11 日本被団協：『原爆被害者調査』第2次報告 同 上 1988
 - 12 日本被団協：資料集『あの日の証言』（その1） 同 上 1989
 - 13 日本被団協：資料集『あの日の証言』（その2） 同 上 1989
 - 14 日本被団協：資料集『被爆者の死』（その1） 同 上 1989
 - 15 日本被団協：資料集『被爆者の死』（その2） 同 上 1989
- (2) 日本被団協は、1973年12月に『原爆被害者援護法要求骨子』を作製し、それにもとづいて、全政党にそれぞれの援護法案を作製するよう要請した。これに対して、自由民主党を除く野党からは、その党独自の法案が提起された。被団協は、それらの法案をもとに全野党の統一した法案の作製に努力して、その成案をみるにいたった。そしてしばらくは野党統一案として議会（衆議院）に提案が毎年のようにくりかえされた。しかしその都度、政府提出の現行法改正案の先議によって、廃案もしくは審議未了に終わっていた。その後、野党間の結束がゆるみ、統一した提案という形はとれない状態となったが、1989年被団協の努力が実を結んで、再び野党間で統一案による議会（参議院）提出の話し合いがついた。このような歴史的な積み重ねと参議院の政治地図の変化もあって、史上はじめて援護法案の国会での可決という成果が、1院のみではあったが実現したのである。
- (3) NGO調査・石川県集計については、岩佐・前掲8を参照。

- (4) 被団協調査の集計作業・解析にもとづく報告書の作製にあたっては、被団協の調査特別委員会のメンバーの他に、被団協の専門委員である一橋大学名誉教授の石田忠氏、一橋大学教授浜谷正晴氏及び同大学社会調査室の井上由紀さんや被爆者等多くの人の協力を得ることができた(特に被団協調査にあたっての問題点と意義については、浜谷・前掲5で詳述されている)。また資料集の作製には、この他、「<原爆と人間>」研究会会員を中心とする積極的な協力が大きな支える力となったが、私としては、特に石田、浜谷両氏から学ぶところ大であった。この紙上をかりて感謝を捧げたい。
- (5) 原爆のトータルな破壊とそのことにともなう被爆者の非人間的な行動についての分析では、上記の石田論文(特に1と3)に負うところ大である。
- (6) 被爆者が、被爆したがゆえの苦しみや不安、そして生きる意欲の喪失を乗り越えて、核兵器廃絶、援護法制定をめざして被爆者運動に生きる支えを求めにいたる、意識の転換を、どのようにとらえるかは、生存被爆者の生き方についての重要な問題の1つであるが、ここでの加害者という意識の表明は、リフトンの罪意識(R. J. Lifton: Death in Life; Survivors of Hiroshima., NY, 1967.)とは異なった新しい問題を投げかけたものとして、今後検討するに値する問題ではなからうか。
- (7) 石田・前掲2、14～5ページ。
- (8) 被団協第2次報告、52～59ページ。
- (9) 上記、松井、椎名、両文献等を参照。
- (10) 原爆被害についての全般的な整理はあらためての機会とするとして、私自身の被爆体験と援護法のとらえ方については、すでに「8月6日・ヒロシマ」(コープ・ブックレット15)日本生活協同組合連合会、1989. と「被爆者援護法」かもがわ出版、1990. で概略的な私見を述べたところである。あわせてご叱正・ご助言をお願いしたい。